

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
18 janvier 1977

No 607

2 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Malgré les intimidations

LES VITICULTEURS POURSUIVENT LA LUTTE

Après le recours aux CRS et à leurs fusils chargés, après les menaces et les intimidations policières et judiciaires, après le meurtre d'un viticulteur Émile Pouytes, voilà que la bourgeoisie monopoliste recourt à l'action terroriste secrète contre les petits paysans du Midi en colère.

En effet, c'est après l'échec des menaces et de la répression contre le mouve-

ment de masse des viticulteurs du Midi, soutenus largement par l'opinion publique, et à la veille d'une nouvelle phase de ce mouvement que deux actes terroristes ont été commis contre deux symboles du mouvement des petits paysans.

On se souvient qu'Albert Teisseyre, inculpé pour avoir, selon le gouvernement, tiré sur les CRS à Montredon dans l'Aude le 4 février 1976, avait dû être libéré, sous la pression du mouvement de masse, après plusieurs semaines d'emprisonnement à la prison des Baumettes à Marseille.

Certains ont voulu se venger : mardi dernier un colis piégé, qui lui avait été adressé par la poste, explosait à son domicile, près de Limoux, blessant aux mains son fils de 16 ans.

Un autre acte d'intimidation a été commis dans la nuit de samedi à dimanche : la stèle commémorant la mémoire du viticulteur Émile Pouytes, élevée à l'endroit où il était assis lorsqu'il a été tué par les CRS, a été endommagée à coups de masse.

Cette stèle de ciment portant une plaque de marbre et surmontée d'un cep, a été érigée par les viticulteurs du Midi sur proposition du Comité d'Action Viticole de l'Aude : elle devait être inaugurée solennellement jeudi après-

midi. L'un des responsables du Comité d'Action Viticole de l'Aude a indiqué que l'inauguration ne sera pas retardée et que dès lundi des travaux seront entrepris pour remettre la stèle en état.

Cela montre que les petits viticulteurs du midi sont bien décidés à ne pas se laisser retarder dans leurs actions pas des manoeuvres d'intimidation de la bourgeoisie monopoliste. D'ailleurs des initiatives sont prévues pour poursuivre le mouvement : le 19 janvier, date à laquelle le gouvernement se «penchera» sur le «problème» viticole, les viticulteurs manifesteront devant les mairies, y déposeront leurs revendications et réclameront aux maires de fermer les mairies.

Dans le même temps, dans d'autres régions la légitime agitation paysanne se poursuit. C'est ainsi, par exemple, que 15 tonnes de salades en provenance d'Espagne ont été répandues sur la nationale 9, vendredi matin, par des producteurs du Roussillon : l'action faisait suite à une mise en garde publiée voici quelques jours par les producteurs catalans.

Les capitalistes monopolistes et leur gouvernement sont très inquiets du développement du mouvement paysan. Face à ce mouvement de masse ils prati-

quent une politique contre-révolutionnaire à deux faces. D'un côté ils reculent en apparence devant la pression du mouvement de masse et sont obligés de renoncer à certaines mesures répressives, mais d'un autre côté ils multiplient les manipulations plus ou moins secrètes pour essayer de décourager les paysans. C'est ce que viennent de montrer les provocations montées dans l'Aude. C'est aussi ce que montre l'attitude du gouvernement face à la colère des Corses dont la base est une révolte paysanne. Espérant refroidir le mouvement des Corses contre l'exploitation du capital monopoliste le gouvernement a fait libérer le docteur Siméoni détenu depuis 16 mois. Mais aussi, ce dimanche midi une trentaine de manifestants Corses ont ainsi établi un barrage routier pour protester contre les plasticages dont tous ils ont été victimes au cours des derniers mois, en tant que membres de l'Association des Patriotes Corses.

Dans ce numéro

Un document fondamental

«SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS»

de Mao Tsé-toung
(25 avril 1956)

L'agression contre le Bénin a été repoussée

Que s'est-il passé exactement au Bénin (1) (ancien Dahomey) ? A l'heure où nous écrivons ces lignes, nul ne sait encore les tenants et les aboutissants de l'agression perpétrée ce dimanche à Cotonou la capitale du Bénin.

D'après des sources officielles béninoises, un appareil DC8 a débarqué tôt dans la matinée de dimanche à l'aéroport international de Cotonou des mercenaires payés par des impérialistes étrangers.

Ces mercenaires, intervenant par surprise, ont pris d'assaut les quartiers de Cadehoun, de Jacko, de

Houeyiho ainsi que le quartier résidentiel en bordure de la route inter-État Bénin-Togo-Ghana. Rapidement regroupées, à l'appel du chef de l'État le lieutenant-colonel Kerekou, les forces armées populaires béninoises ont contre-attaqué, mis en déroute les assaillants et obligé l'avion agresseur à décoller.

La ville de Cotonou a été mise en état de défense : les responsables locaux se sont organisés en brigades de sécurité et un contrôle strict a été imposé dans les quartiers proches de la ville portuaire par crainte d'un débarquement.

Les autorités du Bénin ont lancé un appel à la population pour qu'elle détecte tout mercenaire fuyard.

Sans doute en saura-t-on plus dans les prochains jours sur l'identité des agresseurs.

(1) Le Bénin : D'une superficie de 112 622 km², la République populaire du Bénin, ancien Dahomey, est située sur la côte atlantique de l'Afrique occidentale. Le pays est limité à l'Ouest par le Togo, à l'Est par le Nigeria, au Nord par la Haute-Volta et le Niger.

Le Bénin compte parmi les États les plus pauvres d'Afrique. Il a une population d'environ 3 millions d'habitants. Essentiellement agricole, l'économie du pays repose pour une large part sur les produits du palmier à l'huile.

Mais les deux premiers produits d'exportation en valeur sont le coton égrené et le cacao en fèves.

Sauvagerie policière au pays basque espagnol

Plusieurs personnes ont été blessées dimanche au mont Urquiola, à une trentaine de kilomètres de Vitoria sur la route de Bilbao, au cours d'affrontements entre manifestants et forces de répression.

Les manifestants, plusieurs milliers, voulaient se rendre au rassemblement des Basques convoqué par le Conseil municipal de la ville d'Echary Aranaz, près de Pampelune, afin d'appuyer les demandes d'amnistie totale d'autonomie et d'officialisation de la langue basque.

Les routes étant barrées par la garde civile, plusieurs milliers de personnes portant des drapeaux basques s'étaient installés sur les pentes du Mont Urquiola afin d'y passer la journée.

Dans l'après-midi, une centaine de gardes civils ont chargé avec sauvagerie les manifestants à coups de crosses et de balles de caoutchouc.

Plusieurs personnes ont été blessées, dont plusieurs femmes.

Orléans

**Pourriture du capitalisme
et juste révolte des
hospitaliers p.16**

Etat sioniste d'Israël

**La grève de la faim des
prisonniers palestiniens d'Achkalon
entre dans son second mois**

La grève de la faim dé-
Jenchée par les prisonniers
arabes d'Achkalon entre
dans son second mois.

Les détenus, condamnés
pour attentats, actes de sa-
botages ou appartenance à
des organisations palesti-
niennes telle que «Fatah»
exigent d'être traités en pri-
sonniers de guerre, et esti-
ment que la Convention de
Genève doit s'appliquer à
leur cas. Ils exigent des

droits de visite plus nom-
breux, une meilleure nour-
riture et se plaignent du sur-
peuplement des prisons —
chose sur laquelle la Croix-
Rouge internationale leur
donne raison.

Mais les sionistes disent
qu'ils n'ont pas les moyens
de remédier à ce surpeup-
lement et refusent d'ac-
corder à ces détenus le
statut de prisonnier de
guerre.

nouvelles intérieures

municipales

LE GRAND BRANLE-BAS

Ce week-end a été marqué par une intense agitation des partis bourgeois de toutes couleurs sur le thème des prochaines élections municipales. Tous ces messieurs cherchent à faire croire que les prochaines élections municipales vont être l'occasion pour les électeurs de prendre en main leurs affaires au niveau des municipalités.

Mais comme il n'est guère de monde pour croire en une telle fable, ils parlent tous de la «démocratisation» des municipalités.

Au «rassemblement» tenu par le PS, on a beaucoup parlé de «donner la parole aux administrés», de même qu'à la journée de formation organisée par les Radicaux dits de gauche. Mais là, on a liché le morceau en vantant les mérites du rapport présenté dernièrement par le gouvernement

sur les municipalités, le rapport Guichard : Fabre s'est en effet exclamé : «Il n'y a pas de réquisitoire plus violent contre le système actuel que le rapport Guichard, qui reprend ce que la Gauche affirme depuis longtemps».

De son côté, devant les jeunes du RPR, Chirac a entamé un air identique : celui de la participation. Tous veulent faire croire aux électeurs potentiels que leur but est de leur donner la parole. Mais cette démagogie dissimule mal les rivalités entre ces «démocrates» pour se partager le gâteau des municipalités.

Paris en est un beau spécimen, aussi bien du côté de la prétendue majorité que de l'Union de la gauche. Alors qu'entre le RPR et les Républicains Indépendants, on continue à se tirer dans les pattes, rien ne va plus également entre le PS et le

PCF. Le PS a en effet décidé de maintenir son candidat à la mairie de Paris, Sarre, et est bien décidé à s'approprier ce gros morceau.

Dans un communiqué, la Fédération de Paris du PS déclare : «L'évolution de l'électorat du PS au plan national, régional et confirmé par l'élection du 5e, montre que le PS a conquis la majorité au sein de l'Union de la gauche sur Paris».

Le PCF de son côté n'est évidemment pas d'accord avec ce point de vue qui le réduit au rôle de force d'appoint. Dans les différents secteurs de Paris, les uns et les autres veulent avoir le maximum de sièges. Ces rivalités sont à la mesure de l'enjeu que constitue pour les partis bourgeois le contrôle de Paris.

On imagine sans peine les immenses moyens matériels et les profits qui sont à la clef.

Grève des foyers Sonacotra

A champigny

La Sonacotra mise en accusation

40 résidents du foyer Sonacotra de Champigny passaient en conciliation au tribunal d'instance de Nogent le 13/1 au matin, la Sonacotra réclamant des saisies-arrêt sur les salaires des travailleurs dont certains sont chômeurs et beaucoup d'autres gagnent le SMIG.

L'ambiance est à l'offensive.

Selon l'avocat de la Sonacotra, les résidents habitent, paraît-il, dans des appartements avec tout confort et la hausse des loyers est due à la hausse du pétrole !

Selon la Sonacotra, les résidents ne sont pas locataires quand il s'agit de leurs droits et de la liberté, dans le foyer, mais ils sont locataires quand il s'agit des devoirs, en particulier pour payer les impôts locaux.

Or, en cas de prestation de service et non de location, les impôts locaux de-

vraient être au frais du locuteur et actuellement, les résidents grévistes de Champigny sont poursuivis pour des saisies-arrêt sur leurs salaires relatifs aux impôts locaux.

A la fin de son intervention, le juge voulut visiter le foyer. Tout le monde est sorti pour se diriger vers le foyer.

Nous avons tous visité le foyer, les chambres exigües, noires d'humidité, les plafonds qui tombent en morceaux dans les assiettes pendant les repas, les salles communes pour 260 personnes, le manque de sécurité, etc. Nous avons examiné le règlement intérieur, les conditions d'inscription. Les résidents ont dénoncé le racisme et la discrimination dont ils faisaient l'objet de la part du directeur.

Le juge rendra sa décision la semaine prochaine. Ce cours délai est déjà une première victoire.

Mais les résidents ne se font pas d'illusions. Ils savent que si le juge s'est intéressé à leurs conditions de vie, c'est bien à cause du développement de la lutte et de la propagande faite autour d'elle.

Nous nous sommes séparés aux cris de «Sonacotra cédéra !», «Retour de nos camarades !».

GREVE chez MICHELIN à VANNES

50 ouvriers de l'atelier de fabrication de fil d'acier de l'usine Michelin de Vannes (12 000 salariés) se sont mis en grève vendredi pour protester contre l'obligation imposée par la direction de travailler avec 68 machines au lieu de 60 ce qui entraîne une détérioration de leurs conditions de travail.

OCCUPATION DES ATELIERS DE LA MACHINE-OUTIL A RENAULT-BILLANCOURT

Depuis jeudi soir les travailleurs des ateliers du secteur machine-outil à Renault sont en grève.

La direction a annoncé la suppression de 700 postes, elle a déjà instauré un chômage technique de 4 jours par mois.

A FIRMINY

Une fabrique de moules pour le bâtiment La SNAC est déclarée en liquidation. Elle employait 48 salariés.

UN NOUVEAU CRIME DU CAPITAL

Un ouvrier d'une fabrique de panneaux de bois aggloméré de Lézoux (Puy de Dôme) est mort victime des mauvaises conditions de travail.

M. Francis Dijoux, 48 ans était penché sur une machine quand une chaîne d'entraînement happa ses vêtements. L'ouvrier fut étranglé par ses vêtements avant qu'un de ses camarades réussisse à arrêter la machine.

OPERATION «VALLEE MORTE» DANS LA VALLEE de L'ONDAINE

Pendant 2 heures, vendredi matin, les communes de la vallée de l'Ondaine, dans la Loire ont cessé toute activité pour protester contre l'asphixie économique de la région.

En quelques années, de nombreuses entreprises ont dû fermer leurs portes réduisant au chômage des milliers de personnes. Il y a quelques jours, Creusot-Loire a annoncé la suppression prochaine de 600 emplois.

LOCK-OUT AUX PLANCHERS BOURGE A BAGNOLET dans L'ESSONNE

Depuis le 21 décembre, cette mesure frappe les travailleurs de l'usine. C'est un débrayage pour faire aboutir les revendications notamment sur la sécurité qui a provoqué la colère du patron ; celui-ci a décidé une mise à pied de trois jours des travailleurs puis le licenciement de 46 d'entre eux qui avaient participé au débrayage (un Tunisien, 5 Turcs, 37 Portugais et deux français). L'entreprise refuse de leur payer le salaire de décembre et a supprimé le chauffage dans le foyer où sont logés les célibataires.

FERMETURE D'UNE MANUFACTURE DE CONFECTON

Une manufacture de confection de bleus de travail (les Etablissements Damiéville à Le Douhait en Charentes-Maritimes) a fermé ses portes vendredi.

La direction invoque une baisse sensible des commandes. Elle a décidé de déposer son bilan sans même payer le salaire de décembre.

A RILLIEUX

La société lyonnaise d'application Catalytique (SLAC) de Rillieux (Rhône) employant 370 salariés et fabricant des appareils de chauffage sous la marque «Buta Thermix» a annoncé qu'elle était en cessation de paiement et devait déposer son bilan.

le monde en marche

Madagascar

UNE PROVOCATION DE L'IMPERIALISME

Fin décembre des incidents éclataient entre les communautés malgaches et comoriennes de la ville de Majunga (côté ouest de Madagascar) faisant plus de 130 morts et environ 300 blessés.

Le gouvernement malgache décidait aussitôt le rapatriement dans son pays de la communauté comorienne de Madagascar. Cette décision affecterait plus de 50 000 personnes et se poursuit activement ces jours-ci.

COMMUNIQUE DE PRESSE SUR LES RECENTS EVENEMENTS DE MAJUNGA : UNE PROVOCATION DE L'IMPERIALISME

... Les événements survenus à Madagascar sont à comprendre dans le triple contexte malgache, comorien, et celui de l'Océan Indien. En effet, la clique de Tsirana-Resampa soutenue par une fraction ultra-réactionnaire de l'impérialisme français essaie de créer un climat de trouble, provoquer une guerre civile en aiguissant - à la limite en créant - les contradictions ethniques, et justifier ainsi l'intervention d'une puissance étrangère, en l'occurrence l'impérialisme français ou même l'impérialisme US.

De son côté, en perspective des prochaines élections de juin, l'actuel régime de Ratsiraka, dans la mise sur pied de son futur parti unique «Avant-garde de la Révolution» (AREMA) exerce un chantage sur la communauté comorienne de Majunga du genre : «Voter pour l'AREMA ou l'expul-

sion des Comores», ce qui constitue un autre facteur d'aiguinement des troubles racistes.

Le social-impérialisme soviétique, dont l'influence grandit au sein du régime Ratsiraka, profiterait d'une telle situation d'insécurité ou de tels troubles pour légitimer une intervention à l'anglaise pour soi disant «sauver la Révolution socialiste en danger».

Si les événements survenus à Majunga tirent pour une très large part leur explication de la réalité malgache, il n'en reste pas moins vrai que le régime pseudo-révolutionnaire de Moroni (Comores) les trouve bienvenus...

D'une façon générale, on ne peut que s'étonner que deux régimes voisins qui se targuent de «révolution» et de «socialisme» n'aient pas jusqu'alors établi de relations amicales.

Enfin, ces troubles ne sont pas sans refléter la tension qui règne dans cette partie sensible du monde, tension due à la rivalité des puissances impérialistes, au premier chef l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Le peuple comorien et le peuple malgache sont des peuples frères. L'histoire, la réalité géographique les échanges multiples et divers ont tissé des rapports particuliers et profonds entre les deux peuples, qui se caractérisent par une solidarité de lutte et une sympathie réciproque que l'impérialisme français a essayé de briser. Mais en vain...

L'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC) et l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) rejettent les causes avancées par la presse bourgeoise en France, dénoncent

la provocation des agents au service de l'impérialisme français, ainsi que la fuite face aux responsabilités des autorités concernées, notamment l'expulsion des masses populaires comoriennes de Majunga.

L'ASEC et l'AEOM appellent les masses laborieuses comoriennes et malgaches à aiguïser leur vigilance, à ne pas faire le jeu des forces réactionnaires de tout genre, aussi bien comoriennes que malgaches.

L'ASEC et l'AEOM invitent les masses ouvrières et paysannes comoriennes et malgaches à raffermir leur unité et leur solidarité de lutte pour le bonheur des deux peuples.

Vive l'amitié entre le peuple malgache et le peuple comorien !

Association des stagiaires et étudiants des Comores Association des étudiants d'origine malgache

Mao Tsé-toung

**SUR LES
DIX GRANDS
RAPPORTS**

(25 avril 1956)



SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS

Mao Tsétoung

(25 avril 1956)

AU cours de ces derniers mois, le Bureau politique du Comité central a entendu les comptes rendus de travail présentés par trente-quatre départements relevant de l'autorité centrale, notamment par ceux de l'industrie, de l'agriculture, des transports, du commerce et des finances. Nous avons relevé un certain nombre de problèmes concernant l'édification socialiste et la transformation socialiste, lesquels peuvent se ramener à dix, soit dix grands rapports.

Les dix problèmes soulevés se rapportent tous à un principe fondamental: Mettre en œuvre tous les facteurs positifs de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour qu'ils servent la cause du socialisme. Dans le passé, c'est ce principe de mise en œuvre de tous les facteurs positifs que nous avons appliqué pour mettre fin à la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et remporter la victoire de la révolution de démocratie populaire. A présent, nous appliquons le même principe dans la révolution socialiste et dans l'édification d'un Etat socialiste. Mais il se pose, dans notre travail, des questions dont il faut discuter. Ce qui mérite une attention particulière, ce sont les insuffisances et les erreurs apparues au cours de l'édification socialiste de l'Union sovié-

Page 5

tique, et qui ont été mises au jour récemment. Voudriez-vous faire le même détour? Dans le passé, c'est en profitant de ses expériences et leçons que nous avons pu nous épargner quelques détours; aujourd'hui, celles-ci devraient, à plus forte raison, nous servir de mise en garde.

Quels sont les facteurs positifs à l'intérieur et à l'extérieur du pays? A l'intérieur, les ouvriers et les paysans constituent les forces fondamentales. Les forces intermédiaires sont celles qui peuvent être gagnées à nous. Quant aux forces réactionnaires, bien qu'elles soient des facteurs négatifs, nous devons bien faire le travail qui s'impose pour transformer dans toute la mesure du possible ces facteurs négatifs en facteurs positifs. Sur

Discours prononcé par le camarade Mao Tsétoung à une réunion élargie du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois. Dans ce discours, le camarade Mao Tsétoung, tirant la leçon de l'expérience de l'Union soviétique, dresse le bilan de l'expérience de notre pays, présente un exposé sur les dix grands rapports qui interviennent dans la révolution et l'édification socialistes, et avance les concepts fondamentaux pour la ligne générale de l'édification du socialisme suivant le principe: quantité, rapidité, qualité et économie, ligne conforme aux conditions de notre pays.



Le président Mao et le premier ministre Chou En-lai à la 24e session du Conseil du gouvernement populaire central (en 1953).

le plan international, nous devons nous unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies, rendre neutres les forces qui ne le sont pas, et même diviser les forces réactionnaires pour en tirer parti. En somme, nous devons

mobiliser toutes les forces, directes ou indirectes, en vue de lutter pour faire de notre pays un puissant Etat socialiste.

Je vais maintenant développer ces dix problèmes.

I. LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE LOURDE D'UNE PART, L'INDUSTRIE LEGERE ET L'AGRICULTURE D'AUTRE PART

L'industrie lourde est le facteur principal dans l'édification de notre pays. Il faut développer en priorité la production des moyens de production, c'est une chose bien arrêtée. Toutefois, il ne faut pas pour autant négliger la production des moyens d'existence, en particulier celle des céréales. Si nous n'avons pas en quantité suffisante du grain et d'autres articles de première nécessité, nous ne pourrions même pas nourrir les ouvriers, comment pourrait-il alors être question de développer l'industrie lourde? C'est pourquoi il nous faut établir un juste rapport entre l'industrie lourde d'une part, l'industrie légère et l'agriculture de l'autre.

Dans le règlement du rapport entre l'industrie lourde d'un côté, l'industrie légère et l'agriculture de l'autre, nous n'avons pas commis d'erreur de principe. Nous avons fait mieux que l'Union soviétique et certains pays de l'Europe de l'Est. Le problème qui s'est posé en Union soviétique où, pendant longtemps, la production céréalière n'avait pas atteint le niveau record d'avant la Révolution, n'existe pas chez nous, pas plus que les graves problèmes que connaissent certains pays de l'Europe de l'Est par suite d'un trop grand déséquilibre entre le développement de l'industrie légère et celui de l'industrie lourde. Tous ces pays ont mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère, ce qui a entraîné la pénurie de marchandises sur le marché et l'instabilité monétaire. Nous avons, nous, attaché plus d'importance à l'agriculture et à l'industrie légère. Nous avons ac-

cordé une attention soutenue à l'agriculture et l'avons développée, assurant ainsi dans une assez grande mesure les fournitures de grains et de matières premières nécessaires au développement de l'industrie. Les biens de consommation courante sont assez abondants chez nous, les prix et la monnaie sont stables.

La question qui se pose actuellement à nous, c'est de faire de nouveaux efforts pour réajuster comme il convient la proportion des investissements entre l'industrie lourde d'une part, l'agriculture et l'industrie légère de l'autre, de manière à développer encore davantage l'agriculture et l'industrie légère. Est-ce à dire alors que l'accent ne serait plus mis sur l'industrie lourde? Si, l'accent est toujours mis sur ce secteur qui occupe une place prioritaire dans nos investissements. Mais nous devons accroître la part des investissements destinés à l'agriculture et à l'industrie légère.

Que résultera-t-il d'un tel accroissement? On pourra d'abord mieux satisfaire les besoins du peuple et ensuite accélérer l'accumulation des fonds, ce qui permettra un développement meilleur et plus intensif de l'industrie lourde. Celle-ci peut, elle aussi, accumuler des fonds, mais, dans les conditions économiques que connaît actuellement notre pays, l'accumulation par l'industrie légère et l'agriculture est plus importante et plus rapide.

Ici surgit une question: Votre désir de développer l'industrie lourde est-il sincère ou non, est-il ardent ou tiède? Si votre désir

n'est pas sincère ou n'est que tiède, vous porterez préjudice à l'agriculture et à l'industrie légère, en leur accordant moins d'investissements. Si votre désir est sincère, ou ardent, vous devez alors prêter attention à l'agriculture et à l'industrie légère, de façon à produire plus de céréales et de matières premières pour l'industrie légère et à réaliser une accumulation plus importante; et l'on pourra investir davantage de capitaux dans l'industrie lourde.

Pour développer notre industrie lourde, il peut y avoir deux méthodes: l'une consiste

II. LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE DES REGIONS COTIERES ET CELLE DE L'INTERIEUR

Notre industrie était concentrée dans les régions côtières. Nous entendons par là le Liaoning, le Hopei, Pékin, Tientsin, le Honan oriental, le Chantong, l'Anhouei, le Kiangsou, Changhai, le Tchékiang, le Pouchien, le Kouangtong et le Kouangsi. Environ 70 pour cent de l'industrie légère comme de l'industrie lourde de notre pays se trouvent dans les régions côtières, et seulement 30 pour cent à l'intérieur. C'est là une situation irrationnelle léguée par l'histoire. Les bases industrielles des régions côtières doivent être pleinement mises à profit. Toutefois, en vue d'une répartition équilibrée de l'industrie, il faut développer vigoureusement l'industrie de l'intérieur. Pour ce qui est du rapport entre l'industrie des régions côtières et celle de l'intérieur, nous n'avons pas commis non plus de graves erreurs. Ces dernières années seulement, par suite d'une certaine sous-estimation de l'industrie côtière, nous n'avons pas prêté une aussi grande attention à son développement. Il faut remédier à un tel état de choses.

Auparavant la guerre se poursuivait en Corée et la situation internationale demeurait très tendue. Cela ne manquait pas d'influencer notre attitude vis-à-vis de l'industrie des

à réduire le développement de l'agriculture et de l'industrie légère, l'autre à l'intensifier. A envisager les choses à long terme, la première donnera à l'industrie lourde un développement réduit et lent ou, du moins, des bases peu solides. Si on en fait le bilan après plusieurs dizaines d'années, on s'apercevra qu'avec une telle méthode, on n'y trouve pas son compte. La seconde méthode assurera à l'industrie lourde un développement plus grand et plus rapide, et, de plus, en satisfaisant les besoins du peuple, elle permettra à l'industrie lourde de se développer sur des bases plus solides.

régions côtières. Maintenant qu'une nouvelle guerre d'agression contre la Chine ou une nouvelle guerre mondiale ne saurait, selon nos estimations, éclater dans un bref délai et que la période de paix pourrait durer encore dix ans ou plus, il serait erroné de ne pas mettre pleinement en valeur la capacité des équipements et le potentiel technique de l'industrie des côtes. Même si la période de paix ne dure que cinq ans et non dix, nous devons pendant quatre ans développer comme il convient nos industries dans ces régions, et quand la guerre aura éclaté, la cinquième année, nous les transférerons ailleurs. Selon les données disponibles, la construction d'une entreprise d'industrie légère, de même que l'accumulation de fonds par une telle usine, se fait en général très rapidement; après la mise en service on peut récupérer en quatre ans le capital investi et même recueillir des fonds qui suffiraient pour construire trois nouvelles usines ou deux, une ou tout au moins la moitié d'une. Une si bonne aubaine, pourquoi n'en profiterions-nous pas? Croire que la bombe atomique est déjà au-dessus de notre tête et qu'elle va tomber dans quelques secondes, c'est là une estimation de la situation qui ne correspond pas à la réalité, et l'attitude pas-

sive qui en découle à l'égard des industries des régions côtières est erronée.

Cela ne veut pas dire qu'il faut implanter toutes les nouvelles usines dans les régions côtières. La plupart d'entre elles doivent être installées à l'intérieur, de sorte que la répartition de l'industrie soit peu à peu équilibrée, ce qui est d'ailleurs favorable aux préparatifs en prévision d'une guerre. Cela ne fait aucun doute. Mais on peut aussi construire sur les côtes des usines et des mines, dont certaines pourront être de grande envergure. Quant à l'élargissement et à la reconstruction des entreprises existantes relevant de l'industrie légère comme de l'industrie lourde dans les régions côtières, nous avons déjà fait quelque chose dans ce sens, et

III. LE RAPPORT ENTRE L'EDIFICATION ECONOMIQUE ET L'EDIFICATION DE LA DEFENSE NATIONALE

On ne peut pas se passer de défense nationale. Actuellement, notre force de défense est déjà d'une certaine importance. Par suite de la guerre de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, ainsi que de plusieurs années d'instruction et de consolidation, notre armée s'est renforcée et est devenue plus puissante que l'Armée rouge de l'Union soviétique à la veille de la Seconde Guerre mondiale, et puis, son équipement s'est amélioré. Notre industrie de défense nationale est en train de s'édifier. Depuis que Pan Kou a séparé le Ciel de la Terre, nous n'avons jamais été capables de fabriquer des avions ou des automobiles; maintenant, nous commençons à en construire.

Nous n'avons pas encore de bombe atomique. Dans le passé, nous n'avions pas non plus d'avions ni de canons; c'est avec du millet et des fusils que nous avons vaincu l'impérialisme japonais et Tchiang Kai-shek. Nous sommes plus puissants qu'autrefois et nous le serons encore davantage. Nous aurons non seulement des avions et des ca-

à l'avenir, nous devons poursuivre énergiquement nos efforts.

Si nous mettons pleinement en valeur et développons les anciennes bases de l'industrie des régions côtières, nous serons encore plus à même d'imprimer un essor à l'industrie de l'intérieur et de la soutenir. Si nous adoptons une attitude passive à l'égard des industries côtières, cela empêchera le développement rapide des industries de l'intérieur. Donc, ici se pose également la question de savoir si vous avez vraiment ou non le désir de développer l'industrie de l'intérieur. Si ce désir est sincère et non de pure façade, il vous faudra utiliser et développer encore davantage les industries côtières, surtout l'industrie légère.

nous en plus grand nombre, mais encore la bombe atomique. Dans le monde d'aujourd'hui, si nous ne voulons pas nous laisser brimer, nous ne pouvons pas nous passer de cet engin. Alors, comment faire? Le plus sûr moyen, c'est de réduire à un pourcentage approprié la part des dépenses militaires et administratives et d'augmenter les crédits consacrés à l'édification économique. L'édification de la défense nationale ne pourra réaliser de plus grands progrès que si l'édification économique se développe plus rapidement.

En 1950, à la troisième session plénière du Comité central issu du 7^e congrès du Parti, nous avons déjà soulevé la question de simplifier les organismes de l'Etat et de diminuer les dépenses militaires et administratives, estimant que c'était là une des trois conditions à remplir en vue d'une amélioration radicale de la situation financière et économique du pays. Dans la période du premier plan quinquennal, les dépenses militaires et administratives se sont élevées à 30 pour cent de l'ensemble du budget d'Etat. C'est une trop forte proportion. Au cours du deuxième

quinquennat, nous devons les faire tomber à 20 pour cent environ, afin de dégager plus de fonds qui serviront à mettre sur pied davantage d'usines et à fabriquer plus de machines. Au bout d'un certain temps, nous aurons non seulement beaucoup d'avions et beaucoup de canons, mais aussi probablement, notre bombe atomique à nous.

Ici se pose également la question: Désirez-vous vraiment, très ardemment, avoir la bombe atomique, ou n'est-ce qu'un faible désir, sans grande ardeur? Si vous le désirez vraiment, très ardemment, il vous faut diminuer la part des dépenses militaires et admi-

IV. LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT, LES UNITES DE PRODUCTION ET LES PRODUCTEURS

Il convient de bien régler les rapports entre l'Etat d'une part, les usines et les coopératives de production agricole d'autre part; entre les usines et les coopératives d'une part, les producteurs d'autre part. A cet effet, il faut éviter de se préoccuper d'un seul élément, mais prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat, de la collectivité et de l'individu, autrement dit, selon les expressions que nous utilisons souvent dans le passé, «tenir compte des besoins de l'armée comme de ceux de la population» et «tenir compte des intérêts aussi bien publics que privés». Vu l'expérience de l'Union soviétique et celle qui est la nôtre, nous devons, à l'avenir, apporter une meilleure solution à ce problème.

Prenons le cas des ouvriers. Avec l'accroissement de leur productivité, leurs conditions de travail et leur bien-être collectif doivent s'améliorer progressivement. Nous avons toujours mis en honneur le style de vie simple et de lutte ardue, et nous sommes opposés à ce que l'on place au-dessus de tout l'intérêt matériel personnel; en même temps, nous avons toujours préconisé qu'on se soucie des conditions de vie des masses et lutte contre la bureaucratie qui se désintéresse de leur bien-être. Avec l'essor de l'économie natio-

nistratives pour investir davantage dans le domaine de l'édification économique. Si vous ne le désirez pas vraiment, pas très ardemment, conformez-vous donc à la vieille routine. C'est une question d'orientation stratégique, la Commission militaire ferait bien d'en discuter.

Serait-il bon, à présent, de démobiliser tous nos soldats? Naturellement non. Car il y a encore des ennemis, qui nous briment et nous encerclent. Nous devons renforcer notre défense nationale et, pour ce faire, intensifier en premier lieu notre édification économique.

nale dans son ensemble, les salaires doivent être rajustés de façon adéquate. A ce propos, nous venons de décider une certaine augmentation, et cette augmentation se fera surtout à la base, en faveur des ouvriers, en vue de resserrer l'éventail des salaires. D'une façon générale, les salaires chez nous ne sont pas élevés, mais comme le volume de l'emploi a augmenté, que les prix restent bas et stables, et du fait d'autres conditions encore, la vie des ouvriers s'est quand même nettement améliorée. Sous le régime prolétarien, les ouvriers ont toujours manifesté une conscience politique et un enthousiasme au travail très élevés. Lorsque, à la fin de l'an dernier, le Comité central lança un appel pour lutter contre le conservatisme de droite, les masses ouvrières y ont répondu chaleureusement et, ce qui est exceptionnel, ont dépassé, à l'issue d'une bataille acharnée de trois mois, le plan fixé pour le premier trimestre de cette année. Nous devons faire rayonner leur esprit de lutte ardue; nous devons aussi attacher une plus grande attention à la solution des problèmes brûlants qu'ils rencontrent dans leur travail et dans leur vie quotidienne.

Je m'arrêterai ici à la question de l'autonomie des usines sous la direction unique. Il ne convient pas, me semble-t-il, de tout

concentrer entre les mains des autorités centrales, provinciales ou municipales, sans accorder aux usines ni droits, ni liberté d'action, ni avantages. Quant à la question de savoir dans quelle proportion les autorités centrales, provinciales ou municipales et les usines doivent jouir respectivement de droits et avantages, nous n'avons pas beaucoup d'expérience, et il nous faut encore étudier la question. En principe, la centralisation et l'autonomie forment une unité des contraires; la centralisation est nécessaire, l'autonomie l'est aussi. Par exemple, nous sommes maintenant en réunion, voilà la centralisation. Mais, une fois la séance levée, certains d'entre nous iront se promener, d'autres lire, d'autres enfin manger, c'est l'autonomie. Si nous prolongions indéfiniment cette séance au lieu de l'interrompre pour accorder à chacun de l'autonomie, les participants ne finiraient-ils pas tous par mourir? S'il en est ainsi pour chaque individu, il en est de même pour les usines et les autres unités de production. Chaque unité de production doit disposer d'une certaine autonomie liée à la centralisation. Ainsi seulement pourra-t-elle se développer avec encore plus de vigueur.

Passons maintenant aux paysans. Nos rapports avec eux ont toujours été bons, mais sur la question des céréales nous avons commis une erreur. En 1954, alors que des inondations avaient provoqué une baisse de la production dans certaines régions du pays, nous avons augmenté nos achats de céréales de 3,5 millions de tonnes. Du fait de la baisse de la production et de l'augmentation des achats de céréales, au printemps dernier, en bien des endroits, presque tout le monde parlait de la question des céréales, et presque dans chaque foyer on discutait de la vente unifiée. Les paysans se plaignaient et on entendait aussi beaucoup de murmures au sein comme en dehors du Parti. Certes, pas mal de gens exagèrent à dessein et profitent de l'occasion pour nous attaquer, mais nous ne pouvons pas dire que nous n'ayons pas d'insuffisances. Etant donné l'absence d'enquêtes approfondies et la

méconnaissance de la situation réelle, nous avons augmenté nos achats de céréales de 3,5 millions de tonnes, voilà une erreur. Comme nous avons découvert cette erreur, nous avons diminué, en 1955, nos achats de céréales de 3,5 millions de tonnes et pris une mesure appelée «triple fixation» — fixation du volume de la production, des achats et de la vente; qui plus est, nous avons obtenu une bonne récolte. Grâce à cette réduction des achats à laquelle s'est ajouté un accroissement de la production, les réserves de céréales chez les paysans ont augmenté de plus de 10 millions de tonnes. Et même les paysans qui avaient formulé des griefs ont déclaré: «Le Parti communiste est vraiment bon.» Cette leçon, tout le Parti doit la retenir.

En Union soviétique, on pressure les paysans à l'excès. Par des mesures comme celle connue sous le nom de livraison obligatoire, on prélève trop sur leur récolte, et à un prix extrêmement bas. En accumulant des fonds de cette manière, on glace, dans une très grave mesure, l'enthousiasme des paysans pour la production. Vous voulez qu'une poule pondre beaucoup d'œufs, mais vous ne lui donnez pas de grain; vous désirez que votre cheval galope bien, mais qu'il ne mange pas de fourrage. Y a-t-il pareille logique au monde!

Notre politique à l'égard des paysans est différente de celle qui est adoptée en Union soviétique, nous tenons compte à la fois des intérêts de l'Etat et de ceux des paysans. Notre impôt agricole a toujours été maintenu à un taux relativement faible. Dans l'échange des produits industriels et des produits agricoles, la politique que nous adoptons est de réduire la fourchette, de pratiquer l'échange à valeurs égales ou presque égales. Nous procédons à l'achat unifié des produits agricoles à un prix normal, de sorte que les paysans n'éprouvent aucune perte; d'ailleurs, les prix d'achat sont en hausse graduelle. Pour les produits industriels que nous procurons aux paysans, nous appliquons une politique de faible profit et de vente accrue, de stabilisation ou de baisse appropriée des prix.

En fournissant des céréales aux paysans des régions qui ne se suffisent pas en grains, nous accordons en général une légère subvention. Malgré cela, si nous nous laissons aller à la négligence, nous pourrions encore commettre telle ou telle erreur. Etant donné que de graves erreurs ont été commises en Union soviétique à ce sujet, nous devons attacher d'autant plus d'importance à l'établissement de justes rapports entre l'Etat et les paysans.

Il faut également établir des rapports corrects entre les coopératives et les paysans. En ce qui concerne le revenu des coopératives, il importe de fixer une proportion appropriée entre la quote-part de l'Etat, celle de la coopérative et celle des paysans, et de définir, comme il convient, le mode de cette répartition. Tout ce que retiennent les coopératives est directement au service des paysans. Les dépenses de production sont nécessaires, cela va sans dire; les dépenses de gestion le sont aussi. Le fonds d'accumulation collectif sert à la reproduction élargie, alors que le fonds de bien-être public sert à l'amélioration de la vie matérielle des paysans. Mais nous devons discuter avec les paysans pour établir une proportion rationnelle entre les crédits affectés aux différents usages. Les frais de production et les frais

V. LE RAPPORT ENTRE LES AUTORITES CENTRALES ET LES ADMINISTRATIONS LOCALES

Le rapport entre les autorités centrales et les administrations locales constitue également une contradiction. Pour la résoudre, nous devons maintenant veiller à étendre un peu le pouvoir des administrations locales, à leur accorder plus d'autonomie et à les autoriser à plus d'activité, à condition de renforcer la direction unique des autorités centrales. Cela nous est plus profitable dans l'édification d'un Etat socialiste puissant. Dans notre pays, qui a un territoire si vaste, une population si nombreuse et des conditions si complexes, deux sources d'initiative,

de gestion doivent être utilisés dans un esprit d'économie. Le fonds d'accumulation collectif et le fonds de bien-être public doivent être maintenus dans certaines limites; il ne faut pas espérer accomplir tout ce qui est bon en une seule année.

A moins de calamités naturelles exceptionnelles, nous devons faire en sorte que, sur la base de l'accroissement de la production agricole, 90 pour cent des membres des coopératives reçoivent chaque année un revenu supérieur à celui de l'année précédente, et que 10 pour cent d'entre eux puissent maintenir le leur au même niveau; en cas de baisse du revenu, il convient de prendre au plus tôt les mesures propres à y remédier.

En somme, il est nécessaire de prendre en considération à la fois les intérêts de l'Etat et des usines, de l'Etat et des ouvriers, des usines et des ouvriers, de l'Etat et des coopératives, de l'Etat et des paysans, des coopératives et des paysans. On ne doit pas se préoccuper que d'un seul élément. Tenir compte d'un seul élément, quel qu'il soit, est préjudiciable au socialisme, à la dictature du prolétariat. C'est un problème important qui intéresse nos six cents millions d'habitants; il nous faut l'expliquer inlassablement à tout le Parti et à tout le peuple.

celle de l'administration centrale et celle des instances locales, valent beaucoup mieux qu'une seule. Nous ne devons pas, comme l'Union soviétique, concentrer tout entre les mains de l'autorité centrale ni exercer un contrôle trop rigide sur les administrations locales, sans laisser aucune marge à leur initiative.

Les autorités centrales veulent développer l'industrie, et les administrations locales aussi. Même les industries relevant directement de l'autorité centrale réclament le con-

cours des administrations locales. Quant à l'agriculture et au commerce, il leur faut, à plus forte raison, compter sur les efforts de celles-ci. Bref, pour imprimer un essor à l'édification socialiste, il est nécessaire de donner libre cours à l'initiative des instances locales. Pour consolider leur pouvoir, les autorités centrales doivent tenir compte des intérêts régionaux.

Actuellement, des dizaines de mains interviennent dans les affaires des administrations locales, et cela rend leur gestion difficile. Un ministère, une fois institué, veut faire la révolution, et pour cela, il émet des ordres. Etant donné qu'il ne convient pas de les adresser aux comités du Parti et aux comités populaires pour les provinces, les ministères contactent directement les départements provinciaux et les bureaux municipaux pour leur donner tous les jours des ordres. Comme on dit que ces ordres viennent de l'autorité centrale, bien que ni le Comité central du Parti ni le Conseil des Affaires d'Etat n'en sachent rien, ils exercent une grande pression sur les administrations locales. Il y a un tel flot de formulaires de statistiques à remplir que cela devient un vrai fléau. Cet état de choses doit changer.

Nous devons favoriser un style de travail fondé sur la consultation des administrations locales. Dans la conduite des affaires, le Comité central s'informe toujours de l'avis des organismes locaux. Il ne leur a jamais donné d'ordres à l'aveuglette sans les avoir écoutés. Nous espérons que tous les ministères et les départements dépendant des autorités centrales tiendront compte de cela. Ils devraient consulter les administrations locales sur les affaires qui les concernent, avant d'émettre des ordres.

On peut classer en deux catégories les départements de l'administration centrale. Ceux de la première sont à même d'étendre leur autorité jusqu'aux entreprises, mais les organes de gestion et les entreprises qu'ils ont établis dans les diverses régions doivent

être contrôlés par les administrations locales. Ceux de l'autre catégorie ont pour tâche de formuler des principes directeurs et d'établir des plans de travail, et il appartient aux organismes locaux de gérer les affaires et de les régler.

Etablir un rapport correct entre les autorités centrales et les administrations locales, voilà un problème d'une haute importance pour un grand pays et un grand parti comme les nôtres. C'est un problème auquel certains pays capitalistes prêtent aussi une grande attention. Bien que leur régime diffère fondamentalement du nôtre, l'expérience qu'ils ont acquise dans leur développement mérite d'être étudiée par nous. Pour parler de notre propre expérience, le système de grandes régions administratives, que nous pratiquions au lendemain de la fondation de la République populaire, s'imposait; cependant, il présentait des défauts que l'alliance antiparti Kao-Jao exploita ultérieurement dans une certaine mesure. Plus tard, il fut décidé d'abolir ce système pour que les provinces relèvent directement de l'autorité centrale, et c'était juste. Mais cela a conduit à la suppression de l'autonomie indispensable des administrations locales et le résultat n'a pas été tellement heureux. Notre Constitution prévoit que le pouvoir législatif est concentré dans l'autorité centrale. Néanmoins, en fonction de la situation concrète et des exigences du travail, les administrations locales peuvent fixer des statuts, établir des règlements et prendre des mesures à condition de ne pas contrarier la politique de l'autorité centrale, et cela n'est nullement interdit par la Constitution. Nous avons besoin d'unité. Nous avons besoin aussi de spécificité. Pour édifier un Etat socialiste puissant, il faut assurer à l'autorité centrale une énergique direction unique, avoir un plan et une discipline uniques pour tout le pays. Toute atteinte portée à cette unité indispensable est inadmissible. D'autre part, il faut favoriser au maximum l'esprit d'initiative des instances locales, chaque endroit doit avoir une spécificité qui

réponde à ses propres conditions. Cette spécificité n'a rien à voir avec celle du type Kao Kang. Elle est indispensable aux intérêts de l'ensemble et au renforcement de l'unité nationale.

Il y a encore le problème du rapport entre les différentes administrations locales. Il s'agit essentiellement du rapport entre les instances supérieures et les échelons inférieurs sur le plan régional. Si les provinces et les municipalités ont des objections à adresser aux différents ministères, les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons n'en ont-ils pas à présenter aux provinces et aux municipalités? L'autorité centrale doit veiller à mettre en jeu l'initiative des provinces et des municipalités; de même, les provinces et les municipalités doivent veiller à faire valoir celle des préfectures, des districts, des arrondissements et des cantons. Nulle part il ne faut imposer des restrictions trop sévères. Naturellement, il convient de dire aux camarades des échelons inférieurs ce qui doit être unifié et de leur faire comprendre que là ils ne doivent pas agir comme bon leur semble. Bref, ce qui peut et doit être unifié, il convient de l'unifier. Mais ce qu'on ne peut et ne doit pas

VI. LE RAPPORT ENTRE LES HANS ET LES MINORITES NATIONALES

Notre politique concernant le rapport entre les Hans et les minorités nationales est assez judicieuse et elle a pratiquement l'approbation des minorités nationales. Nous mettons l'accent sur la lutte contre le chauvinisme grand-han. Quant au nationalisme local, il est aussi à combattre, mais, d'une manière générale, ce n'est pas là le point essentiel.

unifier, il ne faut pas en imposer l'unification. Cette autonomie légitime, ces droits légitimes, les provinces, les municipalités, les préfectures, les districts, les arrondissements et les cantons doivent tous en jouir et lutter pour les obtenir. La lutte pour ces droits, en partant des intérêts du pays dans son ensemble et non des intérêts d'une unité particulière, ne saurait être qualifiée de régionalisme, d'esprit d'«indépendance».

Le rapport mutuel entre les provinces et municipalités est aussi un aspect du rapport entre les différentes autorités locales, et il convient de l'établir de manière adéquate. Le principe que nous avons toujours suivi, c'est d'encourager la prise en considération des intérêts de l'ensemble, l'entraide et la concession mutuelle.

Dans le règlement du rapport entre les autorités centrales et les administrations locales et de celui entre les différentes administrations locales, notre expérience est insuffisante, elle n'est pas encore mûre. Nous espérons que vous étudierez et discuterez consciencieusement ce problème et dresserez régulièrement le bilan de votre expérience, pour exploiter les succès et surmonter les défauts.

Nos minorités nationales ont une population peu nombreuse, mais elles vivent dans de vastes régions. Du point de vue démographique, les Hans représentent 94 pour cent, c'est-à-dire la majorité écrasante, de la population du pays. S'ils pratiquaient le chauvinisme grand-han et la discrimination à l'égard des minorités nationales, ce serait très mauvais. Or, qui habite la plus grande

partie du territoire? Ce sont les minorités nationales qui occupent 50 à 60 pour cent de la superficie globale. Nous disons que la Chine possède un vaste territoire, de riches ressources et une forte population; en réalité, ce sont les Hans qui ont une «forte population», et ce sont les minorités qui disposent d'«un vaste territoire et de riches ressources», pour ce qui est du sous-sol du moins, ce sont fort probablement elles qui possèdent de «riches ressources».

Les minorités nationales ont toutes contribué au développement de l'histoire de la Chine. Si la population est forte chez les Hans, cela est dû au mélange de nombreuses nationalités durant de longues années. Dans le passé, les dominateurs réactionnaires, et surtout ceux des Hans, avaient élevé des barrières de toutes sortes entre les différentes nationalités de notre pays et malmenaient les minorités. Il n'est pas facile d'en effacer rapidement les conséquences, même chez les masses laborieuses. C'est pourquoi nous devons développer largement et de façon prolongée, parmi les cadres et les masses populaires, une éducation au sujet de la politique nationale prolétarienne. Il nous

VII. LE RAPPORT ENTRE LE PARTI COMMUNISTE ET LES PARTIS NON COMMUNISTES

Vaudrait-il mieux, tout compte fait, avoir un seul parti ou plusieurs? Il est préférable d'en avoir plusieurs, à ce qu'il nous semble. Il en a été ainsi dans le passé et il pourra en être de même dans l'avenir. C'est la coexistence à long terme et le contrôle mutuel.

Dans notre pays subsistent encore les nombreux partis démocratiques qui, créés durant la Guerre de résistance contre le Ja-

pon et la lutte contre Tchiang Kai-chek, sont constitués essentiellement d'éléments de la bourgeoisie nationale et de ses intellectuels. Sur ce point, notre pays diffère de l'Union soviétique. Nous avons maintenu à dessein les partis démocratiques, leur donnant la possibilité de s'exprimer et appliquant à leur égard une politique d'union et de lutte. Nous devons unir à nous toutes les personnalités démocrates qui formulent avec de bonnes in-

Il faut étudier attentivement quel système de gestion économique et quel système financier seront mieux adaptés aux régions de minorités nationales.

Nous devons aider sincèrement et activement les minorités à développer l'édification économique et culturelle. En Union soviétique, le rapport entre la nationalité russe et les minorités est très anormal, cela doit nous servir de leçon. L'air dans l'atmosphère, les forêts sur le sol, les richesses sous la terre sont autant de facteurs importants, nécessaires à l'édification socialiste. Or, tout facteur matériel ne peut être exploité et mis en valeur que par l'intermédiaire du facteur humain. Nous devons établir de bons rapports entre les Hans et les minorités nationales et consolider l'union de toutes nos nationalités, pour conjuguer nos efforts dans l'édification de notre grande patrie socialiste.

tentions des remarques à notre endroit. Nous devons continuer de faire valoir l'enthousiasme des hommes animés de patriotisme qui appartenaient aux milieux militaires et politiques du Kuomintang, tels que Wei Li-houang et Weng Wen-hao. Quant à ceux-là même qui lancent des injures contre nous comme Long Yun, Liang Chou-ming, Peng Yi-hou et consorts, nous devons assurer matériellement leur existence tout en leur permettant de dire du mal de nous. Si leurs accusations sont dénuées de fondement, nous les réfutons; dans le cas contraire, nous les prenons en considération. Cela est plutôt avantageux pour le Parti, le peuple et le socialisme.

Puisqu'il existe encore en Chine des classes et la lutte de classes, il ne peut manquer d'y avoir une opposition sous une forme ou sous une autre. Bien que les partis démocratiques et les personnalités démocrates sans-parti aient tous déclaré qu'ils accepteraient la direction du Parti communiste chinois, nombre de gens au sein de ces partis et parmi ces personnalités sont en fait plus ou moins dans l'opposition. Sur des questions comme «mener la révolution jusqu'au bout», le mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée, la réforme agraire, ils ont été à la fois pour et contre. Aujourd'hui encore, ils font des réserves sur la répression des contre-révolutionnaires. Ils ont affirmé que le Programme commun était la perfection même, pour ne pas avoir une Constitution de type socialiste; mais lorsque celle-ci a été élaborée, ils ont tous levé la main pour l'approuver. Les choses évoluent souvent vers leur contraire et il en va de même pour l'attitude des partis démocratiques à l'égard de nombreux problèmes. Ils sont dans l'opposition tout en n'y étant pas; ils passent souvent de l'opposition à la non-opposition.

Le Parti communiste et les partis démocratiques sont tous des produits de l'histoire. Or, toute création de l'histoire doit disparaître dans le cours de l'histoire. Ainsi, le Parti communiste disparaîtra un jour, de même que les partis démocratiques. Et cela sera-t-il tellement pénible? Non. Je pense qu'on en sera fort satisfait. Si un beau jour on n'a plus besoin de parti communiste ni de dictature du prolétariat, je trouve que ce sera vraiment bien. Notre tâche consiste précisément à hâter leur disparition. C'est un point de vue que nous avons déjà exprimé à maintes reprises.

Mais actuellement, le parti prolétarien et la dictature du prolétariat sont absolument nécessaires, et ils doivent continuer d'être renforcés. Sinon, il ne serait pas possible de réprimer les contre-révolutionnaires, de résister à l'impérialisme, de construire le socialisme ni de le consolider lors même qu'on l'aurait édifié. La théorie de Lénine sur le parti prolétarien et la dictature du prolétariat n'est nullement «périmée» comme certains le prétendent. La dictature du prolétariat ne peut s'exercer sans une très grande force de contrainte. Nous devons cependant nous opposer à la bureaucratie et au gonflement des organes d'Etat. Je propose que les organismes du Parti et du gouvernement soient fortement simplifiés et leur importance réduite des deux tiers, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas mort d'homme et que le déroulement du travail n'en soit pas affecté.

Toutefois, simplifier les organismes du Parti et du gouvernement ne signifie pas qu'on ne veuille plus de partis démocratiques. J'espère que vous prendrez bien en main le travail de front uni, de manière à améliorer nos rapports avec eux et à faire valoir autant que possible leur enthousiasme pour servir le socialisme.

VIII. LE RAPPORT ENTRE LA REVOLUTION ET LA CONTRE-REVOLUTION

Quel facteur représente la contre-révolution? C'est un facteur négatif, un facteur subversif, une force d'opposition au facteur positif. Les contre-révolutionnaires peuvent-ils être transformés? Il est évident que certains d'entre eux, des irréductibles, ne sauraient l'être. Mais, dans les conditions de notre pays, la majorité d'entre eux se transformeront à des degrés divers. Etant donné que nous avons adopté une politique juste à l'égard des contre-révolutionnaires, beaucoup d'entre eux ont été transformés et ne s'opposent plus à la révolution. Certains ont même rendu quelque service.

Les points suivants sont à souligner:

Premièrement, il faut reconnaître que la répression des contre-révolutionnaires en 1951-1952 a été nécessaire. D'aucuns pensent qu'elle n'était pas indispensable. Ce point de vue est erroné.

Les mesures à prendre à l'égard des contre-révolutionnaires sont l'exécution, l'emprisonnement, la surveillance et la remise en liberté. L'exécution, tout le monde sait ce que cela signifie. L'emprisonnement, c'est la détention pour la rééducation par le travail. La surveillance, c'est la rééducation au sein de la société sous le contrôle des masses populaires. La remise en liberté veut dire que, d'une façon générale, on n'arrête pas ceux dont l'arrestation n'est pas absolument nécessaire, et qu'on relâche ceux qui, une fois arrêtés, ont fait preuve d'une bonne conduite. Que les contre-révolutionnaires soient traités de manière différente selon les cas, cela est nécessaire.

Je ne m'étendrai ici que sur le problème de l'exécution. Nous avons exécuté un certain nombre de gens au cours du mouve-

ment de répression des contre-révolutionnaires. Quels étaient ces individus? C'étaient des éléments contre-révolutionnaires qui avaient de lourdes dettes de sang à payer et que les gens du peuple haïssaient profondément. Dans une grande révolution impliquant six cents millions d'hommes, le peuple n'aurait pu se dresser, si l'on n'avait pas supprimé les «Tyrans de l'Est» ou les «Tyrans de l'Ouest». Sans cette répression, le peuple n'approuverait pas la politique de clémence que nous pratiquons aujourd'hui. Il y a maintenant des gens qui, ayant entendu dire que Staline avait fait tuer à tort un certain nombre de personnes, prétendent que nous avons également exécuté par erreur ces éléments contre-révolutionnaires, ce point de vue n'est pas juste. Affirmer entièrement le bien-fondé de ces exécutions revêt aujourd'hui une signification pratique.

Deuxièmement, il faut reconnaître qu'il existe encore des contre-révolutionnaires, mais que leur nombre a fortement diminué. Le dépistage des contre-révolutionnaires que nous avons effectué à la suite de l'affaire Hou Feng était nécessaire. Il faut continuer de débusquer ceux qui sont restés cachés. Il convient de souligner qu'il existe encore un petit nombre de contre-révolutionnaires qui se livrent à toutes sortes d'activités de sape. Par exemple, ils tuent des bœufs, mettent le feu aux céréales, font du sabotage dans les usines, dérobent des renseignements et affichent des slogans réactionnaires. Donc, il est erroné de dire que tous les contre-révolutionnaires sont éliminés et que nous pouvons dormir sur nos deux oreilles. Tant que la lutte de classes existera en Chine et dans le monde, nous ne devons jamais relâcher notre vigilance. Néanmoins, il est égale-

ment faux de dire que les contre-révolutionnaires sont encore très nombreux.

Troisièmement, au cours de la répression des contre-révolutionnaires dans la société, nous devons désormais procéder le moins possible aux arrestations et aux exécutions. Toutefois, comme ces contre-révolutionnaires sont les ennemis qui oppriment directement les gens du peuple et font l'objet de leur haine mortelle, il faut en exécuter un petit nombre. La majorité d'entre eux doivent être confiés aux coopératives agricoles qui se chargeront de les faire participer à la production sous surveillance et de les rééduquer par le travail. Cependant, nous ne pouvons pas encore déclarer qu'aucune exécution n'aura plus lieu, et la peine capitale ne saurait être abolie.

Quatrièmement, en procédant au dépistage des contre-révolutionnaires dans les organismes du Parti et du gouvernement, les écoles et les unités de l'armée, nous devons nous en tenir fermement au principe défini à Yenan: aucune exécution, pas d'arrestation dans la plupart des cas. En ce qui concerne les contre-révolutionnaires, au sujet desquels des preuves solides ont été établies, il appartient aux organismes intéressés d'éclaircir leur cas; mais les services de sécurité publique ne les arrêteront pas, le parquet n'engagera pas de poursuites et le tribunal pas de procès contre eux. Plus de 90 pour cent des contre-révolutionnaires seront traités de cette manière, c'est ce qu'on appelle «pas d'arrestation dans la plupart des cas». Quant à la peine de mort, elle ne sera infligée à personne.

Quels sont les gens qui ne seront pas exécutés? Des individus comme Hou Feng, Pan Han-nien, Jao Chou-che, et même des criminels de guerre faits prisonniers tels que l'empereur Pou Yi et Kang Tseh. S'ils n'ont pas été exécutés, ce n'est nullement que

leurs crimes ne justifient pas la peine capitale, mais c'est qu'il n'y aurait aucun avantage à les exécuter. Si l'on supprimait l'un d'entre eux, on se verrait obligé de comparer son cas avec un autre, avec un troisième et ainsi de suite, il s'ensuivrait alors que beaucoup de têtes tomberaient. Voilà la première raison. La deuxième, c'est que l'on risque d'exécuter les gens par erreur. L'histoire atteste qu'une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau qui repousse chaque fois qu'on le coupe. Si l'on s'est trompé en coupant une tête, il n'y a aucun moyen de corriger l'erreur, même quand on le désirerait. La troisième, c'est qu'on risque de détruire des preuves. Pour procéder à la répression des contre-révolutionnaires, il faut posséder des preuves. Or, un contre-révolutionnaire constitue le plus souvent une preuve vivante contre un autre; s'il y a des cas à éclaircir, on peut obtenir de lui des renseignements. Supprimez ce contre-révolutionnaire, vous ne trouverez probablement plus jamais de preuves. Cela ne peut servir que la contre-révolution, et non la révolution. La quatrième, c'est que leur exécution ne peut contribuer à l'augmentation de la production, à l'élévation du niveau de la science, à l'extermination des «quatre fléaux», au renforcement de la défense nationale ni au recouvrement de Taïwan. En les exécutant, vous vous faites une mauvaise réputation, celle de tuer les prisonniers de guerre, ce qui a été honni de tout temps. Une autre raison encore, c'est que les contre-révolutionnaires au sein des organismes sont différents de ceux qui se trouvent dans la société. Ces derniers pèsent de tout leur poids sur le peuple, tandis que les contre-révolutionnaires au sein des organismes, qui n'ont pas de contacts aussi directs avec les masses populaires, sont l'objet d'une haine générale, mais ne se sont pas fait beaucoup d'ennemis particuliers. Quel inconvénient

y a-t-il à n'exécuter aucun de ces gens-là? Que ceux qui sont aptes au travail manuel aillent se faire rééduquer par le travail; quant à ceux qui ne le sont pas, ils seront mis à la charge de l'Etat. Les contre-révolutionnaires sont des déchets, de la vermine, mais, une fois entre nos mains, nous pouvons faire en sorte qu'ils rendent quelque service au peuple.

Pourtant, faut-il édicter une loi prescrivant l'abolition de la peine capitale à l'égard des contre-révolutionnaires dans les organismes? Il s'agit là d'une politique à observance interne, et il n'est pas nécessaire de la rendre publique; mais dans la pratique, nous nous efforçons de nous y conformer. Supposons que quelqu'un lance une bombe dans cette salle et tue la totalité, la moitié ou le tiers de ses occupants, qu'en diriez-vous, faut-il l'exécuter ou non? Bien sûr que oui, il doit être exécuté.

Appliquer la politique consistant à n'exécuter personne, au cours de l'élimination des contre-révolutionnaires dans les organismes, ne nous empêche pas d'adopter une ferme attitude à leur égard. D'ailleurs, une telle politique nous préservera de tomber dans

IX. LE RAPPORT ENTRE CE QUI EST JUSTE ET CE QUI EST FAUX

Il est nécessaire de faire une nette distinction entre ce qui est juste et ce qui est faux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Comment traiter les camarades qui ont commis des erreurs? Voilà un problème important. L'attitude correcte à leur égard doit être d'appliquer le principe consistant à «tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme», de les aider à corriger leurs er-

des erreurs irréparables et nous permettra de corriger les erreurs commises. Elle peut contribuer à rassurer beaucoup de monde et à éviter la méfiance parmi les camarades du Parti. Ne pas tuer les gens implique la nécessité de les nourrir. Il nous faut donner à tous les contre-révolutionnaires la possibilité de gagner leur vie et l'occasion de rentrer dans le droit chemin. Une telle façon d'agir est profitable à la cause du peuple et aura un écho favorable dans le monde.

Dans la répression des contre-révolutionnaires, des tâches ardues restent à accomplir et nous ne devons faire preuve d'aucun relâchement. Tout en poursuivant la répression des contre-révolutionnaires cachés au sein de la société, il faut désormais continuer de déceler tous les contre-révolutionnaires qui se sont infiltrés dans les organismes, les écoles et les unités de l'armée. Il faut absolument établir une nette distinction entre nous et nos ennemis. Si nous laissons des ennemis s'infiltrer dans nos rangs, voire dans nos organes de direction, quel grave danger cela représente pour la cause du socialisme et la dictature du prolétariat! C'est ce que tout le monde comprend parfaitement.

reurs et de leur permettre de poursuivre la révolution. Dans le temps, alors que les dogmatiques, ayant Wang Ming comme chef, détenaient la direction, notre parti, adoptant ce qu'il y a de mauvais dans les pratiques de Staline, commit des erreurs à cet égard. Dans la société, ils tenaient à l'écart les forces intermédiaires et, au sein du Parti, ils ne permettaient pas qu'on se corrige de ses erreurs et fasse la révolution.

La Véritable histoire de Ah Q est un bon roman. Je conseille aux camarades qui l'ont lu de la relire, à ceux qui ne l'ont pas lu de le faire avec soin. Lou Sin y décrit surtout un paysan arriéré et politiquement inconscient. En particulier, dans un chapitre intitulé «Défense de faire la révolution», il raconte comment le Faux Diable étranger interdit à Ah Q de faire la révolution. En fait, ce que Ah Q appelait révolution n'était rien de plus que de chiper quelque chose, tout comme les autres. Mais même une telle révolution lui était défendue par le Faux Diable étranger. A mon avis, il y avait des gens qui, sur ce point, ressemblaient beaucoup à ce Faux Diable étranger. Ils interdisaient aux gens ayant commis des erreurs de faire la révolution, ne faisaient pas de distinction entre ces éléments et les contre-révolutionnaires et allaient jusqu'à faire exécuter certains d'entre eux. Il nous importe de retenir cette leçon. C'est une mauvaise chose que d'interdire aux gens en dehors du Parti de faire la révolution comme aux camarades du Parti ayant commis des erreurs de les corriger.

A propos des camarades qui ont commis des erreurs, certains disent qu'il faut voir s'ils vont les corriger. A mon sens, au lieu de nous contenter du rôle d'observateur, nous devons les aider à se corriger. En d'autres termes, nous devons les observer et les aider. L'homme a toujours besoin d'aide. Cela s'applique aux gens qui ne se sont pas rendus coupables d'erreurs et d'autant plus à ceux qui en ont commis. Il semble que l'homme n'est pas infaillible, il est plus ou moins sujet à l'erreur. Quand quelqu'un en a commis une, il faut lui venir en aide. Se borner à l'observer est une attitude passive; il convient de créer toutes sortes de conditions pour l'aider à se corriger. Une nette distinction doit absolument être établie entre ce qui est juste et ce qui est faux, car la controverse sur tout problème de principe dans

le Parti est un reflet, au sein du Parti, de la lutte de classe dans la société, et elle ne souffre pas d'ambiguïté. Que nous adressions selon les cas aux camarades ayant commis des erreurs des critiques appropriées et bien fondées et engageons même une lutte nécessaire contre eux, cela est normal et a pour but de les aider à corriger leurs erreurs. Se réjouir de leur infortune au lieu de leur prêter assistance, c'est là une attitude sectaire.

Pour faire la révolution, il vaut toujours mieux avoir le plus de gens possible. Mais à part un nombre infime qui persistent dans leurs erreurs et refusent de s'amender en dépit de multiples avertissements, la grande majorité de ceux qui en ont commis peuvent se corriger. Tout comme quelqu'un qui a eu le typhus est désormais immunisé, ceux qui ont commis des erreurs peuvent en commettre moins par la suite, pourvu qu'ils sachent en tirer la leçon. En revanche, ceux qui n'en ont pas commis risquent plus facilement d'en commettre, car ils ont tendance à se gonfler d'orgueil. Faisons bien attention: très souvent une excessive sévérité à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs rejaillit sur nous-mêmes. Kao Kang souleva une pierre dans l'intention de frapper, mais finalement il provoqua sa propre chute. En nous montrant pleins de bonnes intentions à l'égard de ceux qui ont commis des erreurs, nous pouvons gagner les gens et les unir à nous. L'un des critères pour juger si quelqu'un nourrit de bonnes ou de mauvaises intentions à l'égard des camarades qui ont commis des erreurs, c'est de voir s'il leur vient en aide ou s'il se montre hostile à leur égard.

«Tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme», tel est le principe pour réaliser l'unité de tout le Parti, nous devons donc le maintenir avec fermeté.

X. LE RAPPORT ENTRE LA CHINE ET LES AUTRES PAYS

Nous avons lancé le mot d'ordre invitant à apprendre des autres pays, et je pense qu'il est juste de le faire. Les dirigeants de certains pays ne veulent pas, n'osent même pas formuler un tel mot d'ordre. Il faudrait un peu de courage et abandonner ses grands airs.

Il faut reconnaître que chaque nation a ses points forts, sinon comment pourrait-elle exister et se développer? D'autre part, chaque nation a ses points faibles. D'aucuns s'imaginent que le socialisme est le comble de la perfection et ne présente aucun défaut. Allons donc! Il faut admettre que toute chose a ses points forts et ses points faibles. Les secrétaires de cellule de notre parti, les chefs de compagnie et de section savent tous rédiger dans leur carnet le bilan de l'expérience du jour sous deux aspects — l'un positif, l'autre négatif. S'ils savent tous qu'il y a deux aspects, pourquoi ne parlons-nous que d'un seul? Les deux aspects existeront même dans dix mille ans. Dans le futur comme dans le présent, toute chose comportera invariablement ses deux aspects, et il en est de même pour chaque individu. Bref, il y a toujours deux aspects et non pas un seul. Dire qu'il n'y a qu'un seul aspect signifie qu'on n'a conscience que de la partie et pas de l'ensemble.

Notre politique consiste à apprendre les points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais il faut apprendre de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement. Il va sans dire que leurs faiblesses et leurs insuffisances ne sont pas à imiter.

C'est également une telle attitude que nous devons adopter à l'égard de l'expérience de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. Or, faute d'idée claire sur ce problème, certains d'entre nous allaient jusqu'à imiter leurs points faibles. Lorsqu'ils les eurent imités et se jugèrent formidables, ceux dont ils les tenaient les avaient déjà rejetés, et finalement ils durent faire un saut périlleux pour revenir à leur position, à la manière de Souen Wou-kong, le roi des singes. Par exemple, certains disaient que nous avions commis une erreur de principe en instaurant le ministère de la Culture et le Bureau du Cinéma, pour la bonne raison que l'Union soviétique avait un ministère du cinéma et un bureau de la culture. Ils ne s'attendaient pas à ce que, peu de temps après, l'Union soviétique créerait, comme nous, un ministère de la culture. Il y a des gens qui n'analysent jamais rien et qui tournent à tous «vents». Si un jour le vent souffle du nord, ils sont partisans du vent du nord; si le lendemain souffle le vent de l'ouest, ils sont partisans du vent de l'ouest. Si plus tard le vent souffle à nouveau du nord, ils redeviennent partisans du vent du nord. Comme ils n'ont pas d'opinion à eux, ils passent souvent d'un extrême à l'autre.

Ceux qui, en Union soviétique, avaient porté Staline aux nues, se sont mis tout d'un coup à le jeter plus bas que terre. Chez nous, il y en a qui leur ont emboîté le pas. Le Comité central de notre parti soutient que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois et que Staline n'en est pas moins un grand marxiste. C'est en nous basant sur cette appréciation que nous avons écrit l'article intitulé «Sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat».

Une telle appréciation est assez juste. Staline a commis un certain nombre d'erreurs à propos de la Chine. Il fut à l'origine de l'aventurisme «de gauche» de Wang Ming, vers la fin de la Deuxième Guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme de droite, au début de la Guerre de résistance contre le Japon. Pendant la période de la Guerre de libération, d'abord, il ne nous autorisa pas à faire la révolution, affirmant qu'une guerre civile risquerait de ruiner la nation chinoise. Puis, lorsque la guerre eut éclaté, il se montra sceptique à notre endroit. Quand nous eûmes gagné la guerre, il soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression. Mais nous n'en estimons pas moins que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois. C'est là une attitude impartiale.

Dans les domaines des sciences sociales et du marxisme-léninisme, nous continuerons à étudier avec application les thèses justes qu'a formulées Staline. Ce que nous nous proposons d'apprendre, c'est ce qui fait partie de la vérité universelle. Et en outre, nous devons absolument lier notre étude à la réalité chinoise. Si l'on appliquait mécaniquement tout propos, même ceux de Marx, ce serait catastrophique! Notre théorie, c'est l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pratique concrète de la révolution chinoise. Au sein de notre parti, certains ont, à un moment donné, pratiqué le dogmatisme, et nous l'avons alors soumis à la critique. Néanmoins, il persiste toujours. Qu'il s'agisse des milieux académiques ou économiques, il y subsiste encore des manifestations du dogmatisme.

Pour ce qui est des sciences naturelles, nous sommes assez en retard, et nous devons, tout particulièrement, nous efforcer d'apprendre des autres pays. Cependant, il faut

aussi apprendre dans un esprit critique et non pas aveuglément. Quant à la technique, je crois que ce qui vaut mieux pour nous, c'est d'abord, dans la plupart des cas, de l'adapter telle quelle, étant donné notre dénuement et notre manque de connaissance en la matière. Mais, pour ce que nous connaissons déjà, il n'est plus nécessaire d'agir ainsi.

Nous devons rejeter et critiquer résolument le système et l'idéologie pourris de la bourgeoisie des pays étrangers. Cependant, cela ne nous empêche pas d'apprendre les sciences et les techniques avancées des pays capitalistes ainsi que ce qu'il y a de scientifique dans la gestion des entreprises. Dans les pays industriellement développés, les entreprises ont un rendement élevé avec un personnel réduit et elles excellent dans les affaires. Tout cela, nous devons l'apprendre consciencieusement, à la lumière de nos principes, afin d'améliorer notre travail. Maintenant, ceux qui ont appris l'anglais ne l'étudient plus, nos thèses scientifiques ne sont plus traduites en anglais, français, allemand ou japonais pour être échangées avec d'autres pays. C'est là également une idée préconçue. Rejeter en bloc et sans analyse aucune les sciences, la technique et la culture des autres pays, de même que — comme j'ai dit plus haut — introduire sans analyse aucune tout ce qui est de l'étranger, n'est pas une attitude marxiste; cela est nuisible à notre cause.

Je pense que la Chine a deux points faibles qui sont en même temps deux points forts:

Premièrement, notre pays a été une colonie, une semi-colonie, et non un pays impérialiste, il a toujours été victime de l'oppression étrangère. Il a une industrie et une agriculture peu développées, un niveau scientifique et technique peu élevé. A part l'immensité de notre territoire et la

richesse de ses ressources, l'importance de la population, une longue histoire, le *Rêve du Pavillon rouge* en littérature, etc., nous sommes, par de nombreux aspects, inférieurs aux autres pays et n'avons pas lieu d'être présomptueux. Cependant, pour avoir été pendant si longtemps des esclaves, certains d'entre nous sont pénétrés du sentiment que notre pays est inférieur aux autres en toute chose. Le front baissé devant les étrangers, ils ressemblent à Kia Kouei dans *le Temple Famen*, qui, lorsqu'on le pria de prendre un siège, répondit qu'il avait l'habitude d'être debout et qu'il n'avait pas envie de s'asseoir. Il nous faut donc relever les énergies et accroître la confiance en soi de la nation. Nous devons faire rayonner l'esprit de «mépris pour l'impérialisme américain» que nous avons préconisé au cours du mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée.

Deuxièmement, notre révolution est tardive. Bien que la Révolution de 1911 ait renversé l'empereur avant qu'en Russie on en ait fait autant, il n'y avait pas encore de parti communiste à l'époque et cette révolution se solda par un échec. La révolution populaire n'a triomphé qu'en 1949, plus de trente ans après la Révolution d'Octobre. Sur ce point non plus, nous n'avons pas à être particulièrement fiers de nous. L'Union soviétique diffère de notre pays: 1) La Russie tsariste était un pays impérialiste, 2) elle connut par la suite la Révolution d'Octobre. C'est pourquoi beaucoup de Soviétiques se montrent présomptueux, tout gonflés d'orgueil.

Nos deux points faibles sont aussi des points forts. J'ai dit que nous étions «pauvres» et «dénudés de tout». «Pauvres» parce que nous n'avons pas beaucoup d'industrie et que notre agriculture n'est pas bien développée non plus. «Dénudés de tout» telle une

feuille de papier vierge, parce que notre niveau culturel et scientifique n'est pas élevé. Cependant, à considérer les perspectives de développement, cela n'est pas mauvais. Car les pauvres aspirent à faire la révolution, tandis qu'il est difficile aux riches d'en faire autant. Les pays qui ont un niveau scientifique et technique élevé sont très orgueilleux. Nous sommes comme une feuille blanche, c'est justement ce qu'il faut pour écrire dessus.

Par conséquent, ces deux points sont, l'un comme l'autre, avantageux pour nous. Même dans l'avenir, lorsque notre pays sera devenu prospère et puissant, nous devons toujours maintenir notre position révolutionnaire, rester modestes et prudents, apprendre auprès des autres et nous garder de nous gonfler d'orgueil. Nous devons apprendre des autres non seulement pendant la période du premier plan quinquennal, mais aussi après plusieurs dizaines de quinquennats. Nous devons le faire encore dans dix mille ans. Quel mal y a-t-il à cela?

Je viens de traiter de dix problèmes. Ces dix rapports sont autant de contradictions. Le monde n'est que contradictions. Sans contradictions pas de monde. Notre tâche consiste à résoudre correctement ces contradictions. Pourrons-nous, au cours de la pratique, leur apporter une solution entièrement satisfaisante? Nous devons, à cet égard, nous préparer à deux éventualités. Et puis, en résolvant ces contradictions, nous aurons forcément à faire face à de nouvelles contradictions, à de nouveaux problèmes. Mais comme nous l'avons dit souvent, la voie est tortueuse, l'avenir est radieux. Nous nous efforcerons de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects — au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant Etat socialiste.



la France des luttes

UNE JOURNEE DE TRAVAIL D'UN O.S. A CITROEN (2)

Nous publions la 2e partie d'un extrait de la brochure sur Citroën, en cours de réalisation par les camarades de Rennes.

La 1ère partie parlait de «l'ambiance Citroën», des conditions de travail épouvantables, des cadences infernales et du mépris de la santé des ouvriers de la part de la direction.

Malgré les conditions difficiles, il ne faut pas tomber dans le pessimisme car là où il y a oppression il y a révolte et elle gronde à Citroën comme ailleurs ; c'est ce qui est bordé dans cette partie.

Comme ils m'ont dit mon entrée dans la boîte : «l'usine bénéficie d'un restaurant moderne bre-service à 7 F le repas. Est-ce que vous trouverez mieux ailleurs ?» Tu parles, 5 centimes une orange, on ne trouve à moins cher dans le commerce ! De plus l'ambiance n'est pas des plus joyeuse ; là comme ailleurs les mouchards sont à l'écoute.

Après le repas, il faut retourner travailler et le rythme reste le même, ininterrompu jusqu'à 14 h 10, jusqu'à la délivrance annoncée par la sonnerie. Tout le monde se rue vers la sortie pressé de rentrer chez soi pour pouvoir récupérer en prévision du lendemain.

Ne pas tomber dans le pessimisme

La vie n'est pas rose à Citroën, mais il ne faut pas tomber dans le pessimisme. On sent que petit à petit, la colère monte et que, même si la lutte ne rend pas encore de forme organisée et générale, la cause de l'isolement et de la répression féroce, les ouvriers en ont ras le bol d'être considérés comme des animaux comme des bêtes de somme. On assiste de plus en plus souvent à des gueulantes collectives, à des coupages de cadences, etc. Ça s'est passé récemment sur ma chaîne.

La direction a décidé de créer un nouveau poste sur une chaîne. Cela nécessitait l'emploi de deux personnes. Ces personnes ont été retirées du début de la chaîne et mises à la fin tout simplement (c'est comme ça que l'on résout les problèmes de per-

MENACES DE LICENCIEMENTS DANS LE TEXTILE

La direction du groupe Martin (spécialiste de la fabrication du velours uni et de la peluche tricotée) a annoncé le 14 janvier qu'elle était en cessation de paiement et qu'un dépôt était envisagé.

Cette société où étaient déjà intervenus des licenciements en 1976 emploie 1-000 salariés environ dans quatre usines implantées à Tignieu, Voiron, Ruoms et Saint-Chamond.

sonnel chez Citroën, ce qu'on ajoute dans un coin, on le retire dans un autre) si bien que là où ont été retirés les camarades, le travail n'était plus tenable.

... La révolte gronde

Dès que la nouvelle a été annoncée, ça a été la grogne sur la chaîne, surtout pour les postes qui voyaient leur travail augmenter d'un tiers environ. Ça a même

créé très fort un moment : «Il sont bien jolis ces messieurs en blouse blanche avec leur théorie au fond de leurs bureaux, mais sur le dos de qui ça tombe leurs conneries ?» s'est écrié un ouvrier et il donna un violent coup de pied dans l'aile d'une carrosserie. Lorsque les gars de la chaîne disaient que ce n'était plus possible, qu'ils avaient déjà trop de travail, la seule réponse qu'ils obtenaient du chef d'équipe c'était «si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à aller vous plaindre à la direction», devant quoi les gars haussaient les épaules, la direction de Citroën ils savent ce que c'est (et le moment n'est pas encore venu). Cela discutait beaucoup, en petits groupes mais aussi d'une façon fataliste : «C'est la vie d'usine, on en chie de plus en plus et ce sera toujours

pareil...», mon voisin de chaîne me dira quand même : «ils gueulent mais ils travaillent quand même, c'est refuser de travailler qu'il faudrait faire». Je n'ose pas reprendre l'idée, ma parole n'a pas de poids sur la chaîne ; je suis le plus jeune et ça fait bien trop peu de temps que je travaille là ; et puis je sais que parmi ceux qui gueulent le plus fort il y a au moins un fayot qui fait ça par vantardise et peut-être pour tester les gars et ce n'est pas le moment de se faire griller.

Pour calmer les esprits, le chef d'équipe promet qu'il y aura une baisse de cadences mais, premièrement, elle est dérisoire et deuxièmement les travailleurs savent à quoi s'en tenir quand on parle de cadence et ils le diront très bien : «baisse de cadence ? on sait ce que c'est ; depuis le temps

qu'on est là, elles montent tout le temps et pourtant on ne chôme pas et puis pourquoi que les cadences baisseraient maintenant alors que d'habitude, les cadences augmentent tous les ans avant les vacances pour pouvoir faire des stocks pour ne pas gêner au mois d'août?».

Dès que la chaîne partira, les gars se mettront au travail et la colère finira par s'envoler. Quant à la mienne, elle ira croissante ; avec le travail supplémentaire, je n'arriverai pas à suivre la cadence et les muscles iront jusqu'à me faire très mal. De plus le chef d'équipe restera longtemps à regarder, les bras croisés, à rien foutre, comment les gars se comportent. Cela me mettra hors de moi et quand, lors d'une pose un collègue me demandera :

« Alors le mousse, on en chie ? », je répondrai de mauvaise humeur : «Ouais, et je n'aime pas ça.

— tu ne vas quand même pas te mettre à chialer ?

— Non, mais j'ai les poings qui me démangent».

Ce fut le rire général, rien d'étonnant. Moi, j'ai vite compris que ce genre de réflexion ne valait rien et je m'en suis voulu d'autant plus que cela a pu permettre d'attirer l'attention des garde-chiourmes sur moi, et ce n'est pas le moment de le faire. Par contre, j'ai décidé de tâter le terrain avec deux gars de la chaîne qui me semblent avoir dit des choses correctes, de toute façon, la prudence est de rigueur. C'est sur cette décision que je gagnai le vestiaire et là, une surprise agréable ; il était écrit en grand et à la craie sur le sol : Citroën SS, vive le communisme !

A LA TELEVISION DU 16 AU 23 JANVIER

Mardi 18 janvier
FR3 19 h 40
TRIBUNE LIBRE :
L'UNION FÉMININE
CIVIQUE ET SOCIALE

Les tribunes libres à la radio et à la télévision servent d'alibi à la bourgeoisie. En effet, si tout le monde peut s'exprimer poliment à l'antenne, alors pourquoi faire des grèves, pourquoi manifester je vous le demande un peu ?

Aujourd'hui, l'UFCS, une association qui «s'intéresse à l'éducation permanente et à l'organisation des consommateurs». Elle «regroupe des femmes dans leurs quartiers, leur ville, leur région pour que les femmes puissent prendre leur place dans la société». Les femmes savent que dans une telle société basée sur le profit, il n'est de place que dans la lutte avec les autres travailleurs.

UNE MINUTE POUR
LES FEMMES
Mardi 18 janvier TF1
19h40

Une émission sur les femmes de travailleurs immigrés en France et les travailleuses familiales «pour les aider à s'insérer dans la vie quotidienne.» Les femmes de travailleurs immigrés n'ont pas besoin qu'on les aide à «s'insérer dans la vie quotidienne». Toutes les travailleuses familiales du monde ne changeront pas un bidonville en un logement habitable. Les

travailleurs immigrés sont insérés dans la vie quotidienne de par le travail qu'ils accomplissent, mais on les parque de plus en plus dans les foyers, les taudis, les bidonvilles. Cette émission s'inscrit dans la campagne raciste de division de la classe ouvrière. Elle veut faire croire que les travailleurs immigrés ont tout ce qu'il leur faut (même des travailleuses familiales, presque des bonnes). Le seul problème serait donc un problème d'insertion. En poursuivant son raisonnement cette campagne vise à ce que les gens disent : on leur «donne» tout ce dont ils ont besoin, s'ils ne veulent pas s'insérer, qu'ils s'en aillent.

Mardi 18 janvier
20 h 30 A 2
LES DOSSIERS DE
L'ECRAN : « POUR
L'EXEMPLE

Cette semaine, les Dossiers de l'écran programment un film de Losey sur la boucherie interimpérialiste de 14-18. Nous sommes bien sûr du côté britannique. 1917, 3e année de guerre impérialiste c'est aussi la glorieuse Révolution d'Octobre qui suivit l'appel à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Tandis que les travailleurs et les paysans patougeaient sous la mitraille dans les tranchées, les bourgeois à l'arrière, faisaient la noce. Losey, pose dans son

film, le problème sous l'angle de la justice qui est «relative surtout en temps de guerre». Le débat portera sur les mutineries de 1917 en France et la répression menée par Pétain.

On peut être sûr que la Révolution d'Octobre, les révoltes du corps expéditionnaire russe au camp de la Courtine ne seront pas évoquées. Si on parle des mutineries ce sera pour épiloguer sur la difficulté de rendre sereinement la justice en temps de guerre.

Mercredi 19 janvier
TF1 21 h 55
LES GRANDES
ÉNIGMES : LA
SOUFRIERE

Encore un «grand-débat scientifique» sur la Soufrière. La déportation de 70 000 Guadeloupéens sous prétexte d'éruption imminente vu sous l'angle d'une querelle d'école. Eh hop ! le poisson est noyé ! Toute une population «déplacée» massivement pendant plusieurs mois et la bourgeoisie place le débat sur la vie... du volcan, comme s'il était situé en France, aussi naturellement que le Mont Ventoux. Cela permet d'éviter de parler du peuple guadeloupéen et de sa lutte pour l'indépendance.

jeudi 20 janvier
FR3 19 h 40
TRIBUNE LIBRE
LA BANQUE DU
VOLONTARIAT

Décidément tous les rêves de «nos» bourgeois

prennent la forme de banque. Après la Banque de France, la Banque du sang, la Banque des organes, voilà la Banque du Volontariat.

De la poudre aux yeux pour masquer les conflits de classe. Cette notion de volontariat fait appel aux sentiments altruistes qui se trouvent dans le peuple pour le détourner dans une impasse.

On vise à faire croire que si chacun mettait du sien, cela irait peut être un peu mieux, qu'il n'est pas nécessaire de renverser l'Etat bourgeois et de chasser les exploités pour abolir l'exploitation et l'oppression.

Jeudi 20 janvier
Antenne 2 20 h 30
LE SILENCIEUX

«Le silencieux» décrit l'histoire d'un homme disputé à la fois par le KGB et la CIA. L'auteur a transformé l'histoire pour mettre l'accent sur la solitude de l'homme traqué et pris dans la boîte d'araignée des services secrets.

Vendredi 21 janvier
FR3
VOYAGES DANS LE
COSMOS
ou LA NOUVELLE
ASTRONOMIE
POPULAIRE

Le sous-titre est promoteur «la nouvelle astronomie populaire». C'est la 1ère série de 6 émissions dont le but est d'expliquer au public à quoi ressemble

l'univers, du système solaire aux galaxies lointaines.

Ça n'est pas une simple question de curiosité. Les découvertes astronomiques ont joué dans l'histoire un rôle considérable ; et plus spécialement dans la lutte contre la religion.

D'abord les philosophes matérialistes de l'antiquité chassèrent le bon dieu du ciel au profit des phénomènes naturels. Puis Galilée et d'autres chassèrent sa prétendue création, la terre et l'homme, du centre de l'univers.

Mais jusqu'à Newton compris il était encore possible de voir dans le mouvement apparemment harmonieux des planètes et des étoiles la main d'un Dieu qui ferait tourner tout ça selon des règles mathématiques parfaites. Les progrès de l'astronomie moderne ont chassé aussi ce Dieu-là.

L'ensemble de l'univers ne cesse d'évoluer et de se transformer. Pour ne parler que du système solaire, on sait comment il a commencé et comment il finira. Les multiples étapes par où est passé l'univers, que l'on commence à connaître, indiquent qu'il est en bouleversement perpétuel et soumis aux lois de la croissance et de la transformation. Si elle est bien faite, cette émission pourrait être donc une initiation à un important domaine scientifique.

L'Humanité Rouge

la France des luttes

Une lutte à Orléans

Pourriture du capitalisme et juste révolte des hospitaliers

Réparti sur deux hôpitaux, une maison de l'enfance et une maison de retraite, le personnel comprend 2 400 employés dont environ 400 agents temporaires constamment renouvelés (ils sont taillables et corvéables à merci).

Les conditions de travail sont très dures, spécialement dans les services que le public ne voit pas ou peu (hospice, buanderie, cuisine, conditionnement, etc.), et principalement du fait de la vétusté des locaux (certains datent du 18^e siècle !) et du manque de personnel.

La CFDT, bien que n'ayant guère plus de syndiqués que la CGT, a obtenu fin 75 aux élections des délégués du personnel 80 % des suffrages exprimés.

Une cellule du PCF, créée en 75, dirige bureaucratiquement la CGT dont les principaux délégués sont PCF.

Les trotskistes sont présents essentiellement à la CFDT. Le PCMLF compte deux cellules, une sur chaque hôpital.

Les revendications sont du même ordre que dans de nombreux hôpitaux :

- diminution du temps de travail.

- augmentation uniforme (250 F pour tous) et salaire minimum à 2 300 F.

- création de postes, titularisation des auxiliaires.

- 5^e semaine de congé.

De négociation en négociation, rien n'était réellement obtenu. Ainsi la 5^e semaine, pourtant « accordée » il y a un an, n'était pas appliquée.

C'est sur ce point que les travailleurs étaient particulièrement mobilisés fin novembre.

LA LUTTE

La section CGT proposa une grève de 24 h... tombant sur une « journée nationale d'action CGT de la Santé », le 24 novembre (le Sénat votait le budget Santé !)

La section CFDT proposa deux jours de grève sur la question de la 5^e semaine disant que pour les revendications nationales, il fallait mettre sur pied une coordination de tous les hôpitaux.

Les deux syndicats présentèrent leurs positions à la première assemblée générale à l'hôpital de la Source où PCF et CGT sont bien « im-

plantés » mais comme on va le voir peu influents.

Le personnel soutint à une écrasante majorité la position défendue par la section CFDT malgré les manœuvres pour le tromper (un responsable du PCF, ap-



Une assemblée générale au snack.

breux à l'assemblée générale prévue à l'hôpital d'Orléans.

La CGT, qui prétend que les docteurs internes, chefs de service, sont des travailleurs comme les autres, voit sa position battue en brèche. En effet, les internes, futurs

chefs de services qui plus tard viendraient donner au personnel des leçons d'économie (sur le dos des malades !) ont entièrement saccagé, en les « inaugurant », leurs locaux remis à neuf (pour 8 millions d'AF). Du coup, on visite ces locaux ; le personnel est écœuré !

Alors que, par exemple, à l'hospice, les vieillards n'ont à longueur d'année qu'une boulette de viande et de la purée, le sol est jonché de vaisselle cassée et de nourriture de très bonne qualité !

Ensuite, on visite tous ensemble (et pour la première fois !) la buanderie, les cuisines, la comptabilité et l'hospice. C'est pour tous une découverte !

A la cuisine, le plafond s'écaille dans la nourriture.

La buanderie, véritable usine se tient dans des locaux vétustes et exigus.

A la comptabilité, les filles travaillent entassées dans des réduits dont on ne peut ouvrir les fenêtres : d'un côté, il y a l'incinérateur et la buanderie, de l'autre la cuisine !

Mais surtout l'hospice : les demi boulettes de viande destinées aux malades sont avariées et « conservées » dans un frigo en panne (depuis la grève il a été réparé et la viande est fraîche !).

Exploités jusqu'à la moelle quand ils travaillent, les travailleurs le sont encore à l'hospice : on leur prend 90 % de leur pension : ils sont parqués comme dans

des prisons (sans même parfois le droit de sortir) ; certains travaillent 6 jours sur 7 aux corvées les plus pénibles pour 50 F par mois (et encore s'ils sont sages !).

A la fin de la visite, certains avaient les larmes aux yeux !

Le niveau de conscience s'est élevé, les débats qui ont continué de plus belle l'après-midi (après un nouveau pique-nique au snack), l'ont bien montré.

Il y a bien deux sortes de gens, deux classes à l'hôpital : ceux qui commandent et peuvent tout se permettre et ceux qui n'ont qu'à la fermer... ou à se révolter !

Cette grève a dénoncé les internes et chefs de service comme les piliers du système capitaliste à l'hôpital. En ce sens, elle fut une lutte anticapitaliste. Elle a été un moyen pour renforcer l'unité des travailleurs et un avertissement prouvant qu'ils étaient décidés à obtenir ce qu'ils veulent.

Pour les suites à donner la CGT proposa une délégation à la préfecture, les trotskistes la grève illimitée si le conseil d'administration ne donnait pas satisfaction, les marxistes-léninistes et toute la CFDT (au début) une grève au moment du CA avec intervention massive en séance.

La première position était ouvertement démobilisatrice.

La deuxième, en apparence « révolutionnaire », eut été le casse-pipe pour les travailleurs en ces périodes de veilles de fêtes, et ne visait qu'à diviser la CFDT pour éviter l'affrontement en AG avec les révisionnistes et préparer avec eux un compromis dans le cadre de la sacro sainte « unité syndicale ».

Il fut en fin de compte décidé d'attendre le CA et de se remettre en grève si le calcul des congés sur 5 jours n'était pas obtenu.

Le matin du CA, la CGT attaquait par tract « certains dirigeants de la CFDT » accusés de dévoyer la CFDT sur des revendications mineures et de l'empêcher de se battre sur les autres revendications.

La 5^e semaine est maintenant acquise (avec une restriction concernant ceux qui ont pris leurs vacances en un mois, et qu'il faudra lever).

La lutte n'est pas finie mais cette action constitue un acquis pour l'avenir.

Université de la Source (Orléans)

A l'appel des communistes marxistes léninistes de l'Humanité rouge

MEETING

MARDI 18 JANVIER
salle des franchises 20h30

Toutes les formations politiques de la bourgeoisie, qu'elles soient de droite ou de « gauche », sont d'ores et déjà engagées dans une vaste campagne électorale pour les législatives de 78 (les municipales de cette année ne constituant qu'une étape).

Elles se disputent afin de présenter au Capital leurs plans de sauvetage de l'impérialisme en crise, leurs plans de sauvegarde des profits de la bourgeoisie monopoliste. Et l'enjeu de leur lutte est de taille : il s'agit de savoir qui servira les intérêts du capitalisme monopoliste d'État, qui bénéficiera des places lucratives à la tête de l'appareil d'État (et accessoirement à la tête des plus grands villes de France).

L'Université constitue un des piliers de cet appareil d'État capitaliste. C'est pourquoi la lutte y est aussi sévère entre les clans de la bourgeoisie, aussi bien au niveau des hauts fonctionnaires que des enseignants et des étudiants...

Ni plan Barre, ni Programme commun, solution de rechange pour le Capital

L'université bourgeoise : un appareil à détruire

Le mouvement étudiant progressiste et la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie

À PUY

LES OUVRIERS DES TANNERIES FRANÇAISES MENACÉS DE LICENCIEMENTS SÉQUESTRENT LEUR DIRECTEUR

Les travailleurs refusent les 172 licenciements annoncés pour la fin du mois de janvier à l'usine du Puy. Les travailleurs ont « retenu » leur directeur général adjoint du vendredi matin au samedi soir 20 h dans les locaux de la direction du travail du Puy. Les listes nominatives des ouvriers dont le licenciement a été demandé ont été remises aux travailleurs sur leur demande et elles ont été aussitôt brûlées.

Brétigny

Communiqué de presse

A l'appel du syndicat départemental Santé-Social CFDT de l'Essonne, une délégation des travailleurs s'est rendue à la direction de l'action sanitaire et social, sur invitation du Préfet, pour demander des négociations sur la réouverture du foyer de Brétigny.

Pour toute réponse, M. Padovani, directeur de l'Action Sanitaire et Social, a fait appel aux forces de police, qui ont, avec une violence injustifiée, à coups de matraques, en déchirant les vêtements et en arrachant les cheveux, fait évacuer les couloirs de la DDASS où se tenait la délégation.

La CFDT dénonce cette escalade de la répression rappelle qu'elle a d'ores et déjà prévu une manifestation de protestation le mercredi 19 janvier à 10 h 30, devant la préfecture, et se donnera tous les moyens d'une riposte unitaire ultérieure.

Syndicat Départemental Santé Social de l'Essonne CFDT

Section syndicale du foyer de Brétigny CFDT

UL CFDT 22, rue Estienne d'Orves

91 220 Brétigny S/Orge ; Tel : 084 39 52